

E - Journal

K I N S H A S A



Hebdomadaires, 5^e Année, Decembre 2023, Nouvelle série n°243



3

RETRAIT DE LA MONUSCO LA RDC RESTE DÉCIDÉE



10

**MOÏSE KATUMBI SUSPEND SA
CAMPAGNE DANS L'ESPACE KASAÏ**



13

**ÉMILE NGOY KASONGO
POURSUIT INLISSABLEMENT SES
CONSULTATIONS À PARIS**



16

**LA MINISTRE KATHUNGU
FURAHA A CRÉÉ LE
CALENDRIER DE LA RUMBA
AVEC ONZE MOIS DE CHAQUE
ANNÉE AUX DATES FIXÉES
FÊTER UNE IMPORTANTE
MARQUE DE LA RUMBA**



19

**DÉCÉDÉ IL Y A UN AN
ADRIEN RODALL DAMBANA
SUNGU À JAMAIS GRAVÉ DANS
NOS MÉMOIRES**

*Nous sommes
très présent
sur les réseaux
sociaux*

DÉCEVANTE CAMPAGNE ÉLECTORALE...

A dix jours de la fin de la campagne électorale, les électeurs restent encore sur leur soif, tellement les candidats à tous les niveaux (présidentiel, députations nationale et provinciale...) semblent avoir seulement effleuré leurs préoccupations les plus profondes et les plus actuelles. Une synthèse de la lecture des masses de messages distillés par ces postulants met au top de l'écran les promesses et les invectives.

Plutôt que de présenter posément différentes étapes de leurs programmes et moyens d'action ainsi que les sources de leurs financements, les candidats, surtout ceux qui ont pignon sur rue, ont excellé sur la séduction des électeurs en semant, à tout vent, des promesses. Des promesses des lendemains qui chantent pour tous les Congolais aujourd'hui tourmentés par la précarité sociale, les conflits sanglants, etc. Promesses de records budgétaires, d'amélioration des conditions sociales, de création d'emplois, de bonne gouvernance, de mettre fin à la guerre de l'Est, d'assainir l'environnement, de fourniture d'eau et de l'électricité aux secteurs qui en manquent, de stabilité monétaire, d'abondance alimentaire, etc. Suffisait-il seulement de promettre pour s'assurer d'être élu ? D'afficher les panneaux tous formats montrant effigie du candidat avec, pour bon nombre des candidats député, en fond de toile du sponsor présidentiable pour convaincre ? Suffisait-il de distribuer des billets de banque, comme des cacahuètes aux bambins, et du matériel de propagande (T-shirts, képis, flyers...) pour faire le plein lors des meetings populaires aux stades ou en plein air ?

Dans leurs adresses aux foules, bon de présidentiables ont excellé dans les invectives et la diabolisation de leurs concurrents, suivis en cela par leurs partisans les plus virulents dans les réseaux sociaux où les calomnies et les injures ont atteint des sommets inégalés, à la grande indifférence scandaleuses des organes de régulation et de répression. Apparemment, calomnies et injures entre candidats président n'embarquent pas dans cette polémique la populace trop occupée par ses problèmes de vécu quotidien.

Au demeurant, que retiennent les électeurs des messages des candidats députés provinciaux et nationaux visent plus les émoluments que vont procurer ces postes que le sort de leurs électeurs ? Bon nombre d'entre eux se sont

endettés et/ou vendu tout ou partie de leurs biens meubles ou immeubles pour s'assurer une visibilité susceptible de lui faire figurer parmi les 500 honorables de l'Assemblée nationale. Cependant, le peu d'engouement de la majorité silencieuse dénote également du niveau très bas de débats de cette campagne électorale, découlant pour la plupart du niveau intellectuel très peu élevé de plus de la moitié de 22.000 candidats qui comptent plus sur le vote sociologique (cotérique) que sur l'adhésion populaire à leurs soi-disant programmes. Et cela vaut également pour les candidats provinciaux. Tout ce beau monde qui sera bombardé du titre de «honorable» par la sanction des urnes saura-t-il retourner l'ascenseur à ces électeurs qui se déplaceront le 20 décembre prochain ? Pas évidemment au regard des comportements jouisseurs et peu recommandables des élus de la précédente législature et des motivations essentiellement pécuniaires qui ont prévalu pour le dépôt de leurs candidatures.

Jean-Pierre EALE IKABE

E-Journal

Agence Temps Libre (ATL)

Fondateur

Jean Pierre Eale Ikabe

Tél. : **0999947441/0819947441**

Directeur de publication délégué

Herman Bangi Bayo

Tél. : **0997298314/0824540759**

Equipe de rédaction :

Jean Pierre Eale Ikabe, Herman Bangi Bayo, Espérant Kalonji, Prof Yoka, Socrate Lokondo, Mandela Lokondo

Design: **Gary Okende**

Infographie : **Sacha Eale**

Administration : **Roger Nsita**

Déléguée commerciale : **Patience Bidi**

Relations publiques : **Trésor Empole**

e-mail : **agencetempslibre@gmail.com**

Site web : **www.e-journal.com**

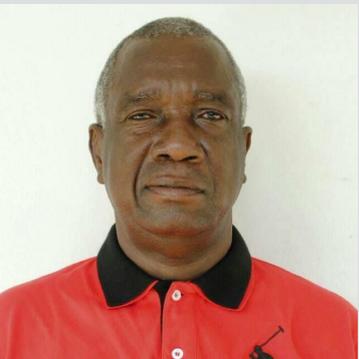
Siège : **avenue du Stade N°1, Quartier**

Administratif/ Territoire de Kasangulu

Dépôt légal N° 09629571

Représentant espace Schengen

Celio Van NDAYE 0033749299540



LA RDC RESTE DÉCIDÉE



Dans le processus de retrait de la Monusco, la République démocratique du Congo n'envisage aucune marche en arrière. La force onusienne voit ses jours en RDC être comptés désormais au bout des doigts, alors qu'il ne lui reste que quelques mois sur le sol RD-congolais avant que le plan de désengagement ne soit signé par le gouvernement.

Cette décision fait suite à un constat amère du gouvernement RD-congolais. En effet, à la suite de "l'incapacité" de la Monusco d'aider à imposer la paix dans l'Est du pays, Kinshasa préfère

une autre alternative. Cette décision a été annoncée, lundi 11 décembre, lors de la réunion du conseil de sécurité, par l'ambassadeur et représentant permanent de la RDC aux Nations-Unies, Zénon Makongo.

« Je voudrais rassurer le Conseil de sécurité que la RDC est résolument engagée dans cette nouvelle dynamique du désengagement de la Monusco. Une marche en arrière n'est plus envisageable, la seule option sera d'avancer de manière constructive en faisant preuve de proactivité et de créativité, chaque fois

que des défis se dresseront dans l'opérationnalisation du plan de désengagement complet. Les dispositifs et autres clauses de flexibilité sont autant d'atouts qui pourraient s'avérer utiles en cas de défis », a-t-il déclaré.

Dans son discours, Zénon Makongo s'est essentiellement appesanti sur la situation de la RDC et le renouvellement du mandat de la Monusco. Il a appelé les Nations unies dans ses capacités juridiques, politiques et matérielles, à contraindre toutes les parties récalcitrantes, à mettre



intégralement en œuvre la feuille de route issue des processus de Nairobi et de Luanda, et d'arrêter l'enlisement dangereux en cours dans la crise sécuritaire.

La question du départ de la Monusco en RDC a fait l'objet de beaucoup de pressions ces derniers mois. Il a déjà été soulevé par le Chef de l'État, Félix Tshisekedi, à la

dernière assemblée générale de l'ONU, et par le ministre des affaires étrangères, Christophe Lutundula, à la réunion du Conseil de sécurité. Ne répondant pas aux attentes, la Monusco s'attire désormais la foudre de la population RD-congolaise en général et de celle de l'Est du pays en particulier. Cela a même occasionné des violences meurtrières en juillet 2022, puis récemment,

le 30 août dernier.

Le gouvernement RD-congolais et la Mission Onusienne avaient, conjointement, entériné, le 21 novembre dernier, un plan de désengagement visant le retrait progressif de la Monusco. Cette signature a été une avancée majeure vers un départ graduel avec le concours conjoint des partenaires techniques nationaux et des Agences fonds et programmes des Nations unies.

L'indignation du gouvernement et de la population RD-congolaise est due au fait que, malgré sa taille, soit 20.000 militaires et policiers en 2016 et 16.000 hommes déployés actuellement dans le pays, la Monusco n'a pas su mettre un terme au cycle infernal des massacres des populations civiles, aux violations massives des droits de l'homme, de crimes de guerre et contre l'humanité ; ainsi qu'à l'exploitation illicite, au vue de tous, des ressources naturelles de la RDC par des groupes armés nationaux et étrangers.

Espérant KALONJI

UN PARCOURS DU COMBATTANT



Sous la pluie tropicale ou un soleil de plomb, ils attendent, toute la journée, pour obtenir des duplicatas de leur carte d'électeur, parce que l'original obtenu non sans peine en début d'année s'est effacé, comme un éphémère ticket de caisse.

En République démocratique du Congo, des élections présidentielle, législatives, provinciales et municipales sont prévues le 20 décembre.

Le président sortant, Félix Tshisekedi, arrivé au pouvoir en janvier 2019 après des

élections controversées, est candidat à sa succession, face à une vingtaine d'autres postulants, dont seuls quelques uns battent réellement campagne, en fonction de leurs moyens et de leur implantation politique.

L'immense pays d'Afrique centrale aux quelque 100 millions d'habitants a une histoire politique agitée, souvent violente, et ses premières élections pluralistes ne datent que de 2006. «Le Congo est en train de consolider sa démocratie», déclarait récemment le porte-parole du gouvernement Patrick Muyaya.

Depuis le début du processus électoral, le soupçon plane sur sa transparence. La composition de la commission électorale (Céni) et de la Cour constitutionnelle fait polémique, l'opposition accusant le pouvoir d'avoir placé ses hommes dans ces institutions cruciales. Une contestation des résultats est donc à craindre.

Mais au-delà du fond politique du dossier, ces élections sont un réel défi technique et logistique dans un pays de forêts et de cours d'eau de 2,3 millions de km², qui compte très peu de routes, où le chemin de fer date des colons

belges et où l'insécurité transforme certains territoires en zones interdites.

Il y a plus d'un an, le président de la Céni, Denis Kadima, annonçait la date du 20 décembre 2023 pour l'organisation des élections dans les délais constitutionnels et déroulait un calendrier qui, jusqu'à présent, a été globalement tenu. A la surprise de nombre de Congolais, convaincus encore aujourd'hui qu'un «glissement» - un report - n'est pas à exclure.

«Jour J-14», disaient mercredi des messages diffusés par la Céni en réponse aux sceptiques.

«Une carte pareille !»

La veille, une responsable avait fait la tournée de plusieurs «antennes» de la Commission dans la capitale, où des extraits de la liste électorale ont été affichés sur de grands panneaux que peuvent venir consulter les électeurs.

Mais ce n'est pas tant pour scruter ces listes que les électeurs se pressent, que pour obtenir des duplicatas de leurs cartes d'électeur.

De décembre à mars derniers a eu lieu l'«enrôlement»,

c'est-à-dire l'enregistrement des électeurs, assorti de la délivrance d'une carte.

Les Congolais ont patienté dans les centres d'enrôlement, se sont fait prendre en photo et ont obtenu leur carte d'électeur qui, en plus de leur permettre de voter, leur sert de carte d'identité, dans un pays

IL Y A PLUS D'UN AN, LE PRÉSIDENT DE LA CÉNI, DENIS KADIMA, ANNONÇAIT LA DATE DU 20 DÉCEMBRE 2023 POUR L'ORGANISATION DES ÉLECTIONS DANS LES DÉLAIS CONSTITUTIONNELS ET DÉROULAIT UN CALENDRIER QUI, JUSQU'À PRÉSENT, A ÉTÉ GLOBALEMENT TENU. A LA SURPRISE DE NOMBRE DE CONGOLAIS, CONVAINCUS ENCORE AUJOURD'HUI QU'UN «GLISSEMENT» - UN REPORT - N'EST PAS À EXCLURE....

où les derniers spécimens de ce type de document datent de Mobutu Sese Seko, le dictateur renversé en 1997 après 32 ans de règne.

Mais, problème, les photos et écritures se sont effacées depuis lors sur un nombre conséquent de lots défectueux de cartes et les gens doivent, depuis plusieurs semaines, faire des démarches pour en

avoir de nouvelles, avec toutes les tracasseries afférentes.

Félix Tshisekedi lui-même déplorait mi-novembre que la délivrance de ces cartes soit monnayée par certains agents indéliçats.

«Je suis là depuis 09H30», lâche Grégoire-Dieudonné Kaykolongo, agronome de 75 ans, en montrant à l'AFP la carte désormais vierge qu'il vient faire remplacer dans une antenne de la Céni installée dans le bureau communal de Lingwala, dans le nord de Kinshasa. «Je ne peux pas voter avec une carte pareille», se désole-t-il. Il est 15H00 passées et des dizaines d'autres Kinois attendent, patiemment, de recevoir leur nouveau document.

A l'intérieur, des agents s'activent, impriment et collent.

Observant l'affichage des listes et le travail en cours, Joseph Mwendanga, candidat aux législatives, se dit «rassuré». «J'étais inquiet, je ne pensais pas qu'il y aurait des élections...», dit-il.

FÉLIX TSHISEKEDI À L'ÉCOUTE DE LA MISÈRE DE LA POPULATION



Le président de la République sortant et candidat à sa propre succession, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a entamé depuis ce mardi 12 décembre 2023, sa tournée de sa campagne électorale dans l'espace grand Kasaï. La première étape était la ville de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai-Oriental considéré comme son fief magique.

Devant des milliers de personnes venues pour l'écouter à la grand place de la cathédrale Bonzola, le candidat président de la République n'a pas monopolisé la parole, mais il s'est donné aussi le temps d'écouter ses hôtes. Ceux-ci ont saisi l'occasion pour indexer quelques de ses collaborateurs originaires de la

province du Kasai-Oriental qui seraient à la base de la misère de la population à Mbuji-Mayi.

Les intervenants ont de prime abord accusé le gouvernement provincial et la mairie qui seraient en complicité avec le service national de Kanyama Kasese pour la hausse du prix d'une mesurette de maïs de 3 kg qui est parti de 3000 à 8.000 fc à Mbuji-Mayi.

«Quand vous entendez vos enfants pleurnicher les maïs de Kanyama Kasese, c'est la souffrance des enfants du Kasai-Oriental. Le sac est vendu à 125.000 FC avec la complicité du gouvernement provincial, la mairie. Les policiers font payer aux gens les jetons pour acheter ces maïs. Les femmes partent pour acheter ces maïs pour revenir à 18 heures sans rien amener, pas même un sac. Ils vendent aux revendeurs qui vont stocker ça dans les dépôts pour revendre à la population

à un prix exorbitant. Nous souffrons beaucoup ici ! Ne donne pas confiance à tout le monde ici, ces gens sont en train de te combattre, nous souffrons beaucoup ici président, si tu vois tes frères et sœurs tu vas pleurer», a fait savoir à haute voix le premier intervenant.

Et de poursuivre : «Même le problème des travaux de construction des routes à Mbuji-Mayi, les travailleurs de tous travaux de l'OVD touchent 7000 FC par jour donc 600 FC par heure ça peut se faire comment ? Une mesurette de maïs à 8.000 FC donc c'est l'OVD qui est à la base de la souffrance des enfants de Kasaiens. Ils se partagent les pourcentages, sur le rapport ils disent qu'ils ont engagé 500 travailleurs mais sur terrain il y a 30 personnes sur 500 personnes et le reste de l'argent détourné. Nous souffrons énormément président. Personne ne peut

vous mentir, tout le monde ici est mauvais», a-t-il regretté devant le président sortant Félix Tshisekedi avant d'accuser la gouverneure intérimaire Julie Kalenga Kabongo de manque de suivi sur terrain.

L'autre problème soulevé est celui de la desserte en eau potable et l'électricité pour laquelle les autorités locales échafaudent des mensonges à chaque fois que le chef de l'État Félix-Antoine Tshisekedi arrive à Mbuji-Mayi.

«Problème de l'eau et de l'électricité, quand on annonce votre arrivée à Mbuji-Mayi, ils envoient de l'eau et le courant, alors que nous avons fait un mois sans l'eau ni courant ici à Mbuji-Mayi et quand vous êtes là, ils vous trompent qu'il y a du courant et de l'eau et quand vous quittez la ville, c'est fini, nous restons dans le noir et sans l'eau. Ce sont des voleurs».

L'autre fils du Kasai-Oriental accusé, c'est le ministre national de l'Agriculture, José Mpanda Kabangu, que la population accuse d'être aussi à la base de la hausse du prix de maïs alors qu'il est originaire du Kasai-Oriental et député national élu à Mbuji-Mayi. Il est aussi accusé d'avoir pris les semences et motos du gouvernement central pour les remettre seulement aux membres de son parti politique.

«La population dit que le ministre de l'Agriculture José Mpanda Kabangu est un voleur, c'est-à-dire, le

ministre de l'Agriculture n'a rien fait, il ne vous soutient pas. Il est venu avec les sacs de semences et des motos pour donner aux membres de son parti politique au lieu des agriculteurs. Le ministre de l'Agriculture José Mpanda est originaire du Kasai-Oriental et il est élu député national dans la ville de Mbuji-Mayi où il y a hausse du prix de maïs. On ne comprend pas tant que vous le président vous êtes du Kasai-Oriental et le ministre du Kasai-Oriental et c'est chez-vous qu'il y a hausse du prix de maïs donc c'est le ministre de l'Agriculture qui vous combat. Il a pris les sacs de maïs qu'il vend à trop cher et s'en est approprié pour battre campagne comme si c'est lui qui a apporté cette farine à Mbuji-Mayi», a lancé un autre intervenant sous applaudissements de la foule.

Très attentif, le candidat président de la République a promis de faire le suivi de toutes ces accusations. Toutefois, il a expliqué à la population que le ministre de l'Agriculture fait la politique liée à sa vision. Il a promis de s'investir dans l'agriculture comme sa priorité pour combattre l'insécurité alimentaire.

«Au Kasai, on a placé le diamant avant toute autre activité. Le cours de ces pierres fluctue, alors que l'investissement agricole pourra procurer la richesse et l'emploi des générations

en génération», a précisé Félix Tshisekedi. Il a promis d'opter pour une nouvelle politique de transformation des produits agricoles et des matières premières ainsi que l'ouverture des entreprises, pour résorber le chômage des jeunes, à son deuxième mandat.

Le président candidat a également placé comme priorités, la production locale pour combattre la dépréciation de la monnaie nationale, la gratuité de la maternité qui sera étendue à toutes les provinces et celle de l'enseignement au secondaire.

«Pour ce qui concerne la MIBA et la SACIM, laissez-moi ce dossier car je connais bien le problème. Faites-moi confiance pour un deuxième mandat et je m'occuperai du problème pour la survie de la province», a-t-il demandé au public.

Signalons que le programme du candidat président le prévoit ce mercredi 13 décembre à Kabinda, chef-lieu de la province de Lomami, à Mwene-Ditu, deuxième ville de la province de Lomami avant de s'envoler pour la ville de Kananga pour la même mission.

JM Mpandanjila
(Correspondant à Mbuji-Mayi)

DES BLESSÉS LORS DU MEETING DE MOÏSE KATUMBI



Une scène de chaos a éclaté hier à Muanda lors d'un meeting politique dirigé par Moïse Katumbi, candidat à la présidentielle en République démocratique du Congo. La situation a pris une tournure dramatique lorsque la foule a été interrompue par des cris d'alerte.

La vidéo de l'incident, largement partagée sur les réseaux sociaux, montre le candidat vêtu d'une chemise blanche ornée du N°3, haranguant la foule avant que la situation ne dégénère. Des caméramans en débandade ont capturé des images tremblantes, tandis que des tirs, y compris des gaz lacrymogènes, ont semé la panique parmi les participants à ce meeting.

Les proches de Moïse Katumbi évoquent ouvertement une tentative d'assassinat contre le leader politique. Pendant le meeting, des militants d'autres partis, opposés à Katumbi, ont défilé et chanté, provoquant une escalade rapide de la situation. Certains participants

se sont retrouvés à terre, cherchant refuge, tandis que d'autres tentaient de fuir la confusion.

Une image poignante a émergé de la foule, montrant un membre de la garde rapprochée de Katumbi blessé, son visage ensanglanté et sa chemise tachée. Une autre scène déchirante a capturé des personnes handicapées à terre, implorant de l'aide, incapables de fuir.

Olivier Kamitatu, directeur de cabinet de Moïse Katumbi, a qualifié l'événement de «manifestation d'un État voyou», accusant les partisans du MLC d'avoir attaqué massivement leurs partisans en face du bureau de l'administrateur du territoire.

Le gouvernement de la Province du Kongo Central a réagi en parlant d'une altercation entre les membres d'un parti politique organisant une caravane motorisée et les services de sécurité de Moïse Katumbi. Selon eux, la garde rapprochée de Katumbi aurait fait usage d'armes à feu, créant une vive tension. Les forces de

police ont réagi avec des gaz lacrymogènes pour rétablir l'ordre, provoquant une bousculade parmi les participants au meeting.

Le gouvernement provincial dénombre «quelques blessés, dont un grièvement», identifié comme le brigadier Olivier Basinga. Les enquêtes sont en cours pour établir les responsabilités dans cet incident malheureux.

Patrick Muyaya, ministre de la communication et des médias, a fermement déclaré qu'aucune manœuvre visant à perturber le processus électoral ne sera tolérée. Il a appelé tous les partis politiques et candidats à contribuer par leur comportement à la préservation de l'ordre public.

«Votre parti pris indigne est un mépris inadmissible contre nos compatriotes et surtout les vulnérables avec handicap qui ont vécu une agression barbare. Vous devriez juste vous taire», a répondu Hervé Diakiese, porte-parole d'Ensemble pour la République, au ministre.

Actualités.Cd

MOÏSE KATUMBI SUSPEND SA CAMPAGNE DANS L'ESPACE KASAÏ



Il évoque les graves incidents de Moanda et la faiblesse du camp Tshisekedi, gagné par la peur de perdre le pouvoir.

Moïse Katumbi, candidat à la présidentielle du 20 décembre, a décidé de suspendre «momentanément» sa campagne électorale, au lendemain des événements malheureux qui ont émaillé les étapes de Boma et Moanda. Par cette décision, le chairman d'Ensemble pour la République dit vouloir éviter «de nouvelles provocations».

Pour le candidat #3, ces «graves incidents» démontrent la «faiblesse» de ses adversaires «qui sont gagnés par la peur de perdre le pouvoir».

«Je m'interdis d'exposer nos populations à la folie des ennemis de la liberté. Rien ni personne ne pourra jamais justifier qu'une seule goutte de sang congolais soit versée au cours de cette campagne électorale pour conserver le pouvoir. Le 20 décembre prochain, un

nouveau Congo est possible ! Il nous appartient ensemble de le vouloir en protégeant une à une nos voix obtenues bureau de vote par bureau de vote», explique Katumbi.

Tout en partageant la peine des victimes, le candidat n°3 à la présidentielle, qui a perdu un des membres de son parti tué lors de l'étape de Kindu, exige que les instigateurs de ces violences soient «identifiés, poursuivis et sanctionnés».

Le programme de Katumbi prévoyait, pour la suite, des étapes à Kananga et Tshikapa, dans le grand Kasai, espace «depuis trop longtemps abandonné sans eau ni électricité». Ci-dessous, la déclaration de Katumbi.

Déclaration de suspension de campagne de Moïse Katumbi
Au moment de quitter la terre du Kongo Central, je remercie les populations qui, tout au long de ma tournée, m'ont réservé un formidable accueil.

Les graves incidents qui ont émaillé la rencontre de Moanda démontrent la faiblesse de nos adversaires qui sont gagnés par la peur de perdre le pouvoir. Je salue toutes les personnes qui ont été victimes des violences provoquées par les criminels qui portaient les symboles d'un parti de la majorité. Les images, les tirs à balles réelles de la police, et les témoignages confirment que ces incidents ont été programmés, planifiés et orchestrés avec une volonté d'aller au crime. Dieu en a voulu autrement. Les instigateurs des événements de Moanda doivent être identifiés, poursuivis et sanctionnés.

Afin de ne pas céder à de nouvelles provocations, je prends la décision de suspendre momentanément ma rencontre avec les populations de Kananga et de Tshikapa, depuis trop longtemps abandonnées à elles-mêmes sans eau ni électricité. Elles doivent savoir que le 23 janvier 2024, je consacrerai toutes mes forces et toute mon énergie à améliorer leur vie et celle de tous nos compatriotes. Je m'interdis d'exposer nos populations à la folie des ennemis de la liberté. Rien ni personne ne pourra jamais justifier qu'une seule goutte de sang congolais soit versée au cours de cette campagne électorale pour conserver le pouvoir.

AfricaNews

LE CANDIDAT MUKWEGE ACCUSE LE POUVOIR D'OBSTRUER LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DES OPPOSANTS



de candidat et de parti politique est puni d'une peine de servitude pénale, rappelle-t-il.

Denis Mukwege écrit que dans plusieurs aéroports, notamment à Bunia et Kisangani, le carburant est réquisitionné par le camp au pouvoir afin de bloquer l'approvisionnement des autres avions devant transporter des candidats qui mènent leur campagne électorale.

A l'aéroport de Bukavu et de Goma, des avions sont également réquisitionnés, empêchant ainsi tous leurs mouvements de campagne

Enfin, le candidat Denis Mukwege condamne avec force cette manière d'agir, qui ne garantit pas un processus électoral équitable, crédible et transparent.

« C'est avec force que je dénonce les agissements malveillants du pouvoir sortant, qui multiplie des stratagèmes afin de nous empêcher de mener normalement notre campagne électorale ». Le candidat Président de la République, Denis Mukwege, l'a affirmé à travers sa lettre d'indignation du vendredi 08 décembre publiée sur ses réseaux sociaux.

Dans cette note d'indignation, Denis Mukwege cite, à titre illustratif, qu'à Goma, les

panneaux de campagne portant ses effigies ont été sciés sur ordre du maire dans la journée du mercredi 6 décembre, en prévision de l'arrivée du Président sortant. La même pratique a été observée à Kinshasa et à Kananga, selon lui.

Pourtant, conformément à la loi, quiconque se livre pendant la campagne électorale, à la destruction d'affiches, de photos et autres effigies de propagande électorale

ADOLPHE MUZITO FAVORABLE À UN PETIT GLISSEMENT POUR LES ÉLECTIONS DU 20 DÉCEMBRE



Le candidat président Adolphe Muzito a affirmé, jeudi 7 décembre, être favorable à un petit glissement, pour les élections de 20 décembre 2023.

Il l'a dit à Kananga, où il est en tournée dans le cadre de sa campagne électorale.

En tournée dans l'espace Kasai, Adolphe Muzito a également indiqué avoir le

souci de désenclaver cette région s'il est porté à la tête du pays.

ÉMILE NGOY KASONGO POURSUIT INLIASSABLEMENT SES CONSULTATIONS À PARIS

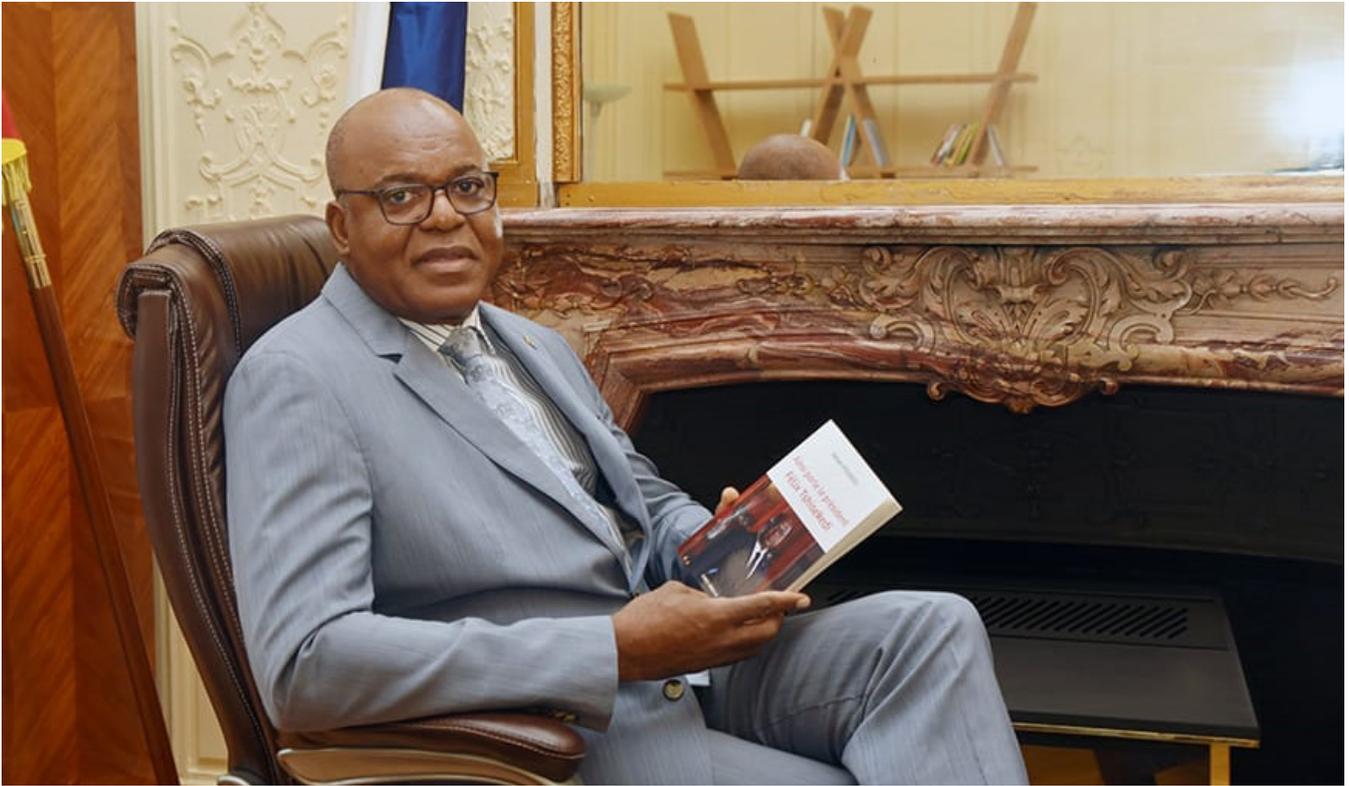


coopération entre la RDC et la France. Suivi le jeudi 07 décembre d'une audition à l'Assemblée nationale française avec le groupe d'amitié RDC-FRANCE autour des plusieurs points dont les élections du 20 décembre prochain en



Son Excellence Émile Ngoy KASONGO poursuit inlassablement ses consultations à Paris où il se familiarise lentement et sûrement avec sa nouvelle étoffe d'Ambassadeur

plénipotentiaire en France. Mercredi 06 décembre, il a reçu le député d'origine congolaise Carlos Bolongo venu lui présenter ses civilités. Ensemble, ils ont fait le tour d'horizon sur l'état des relations diplomatiques et la



RDC qui mettent en lice plus d'une vingtaine de candidats. La campagne bat son plein et les principaux candidats sont à la conquête de Congo profond. La guerre à l'Est; Enjeux et Objectifs de la RDC à la Cop28 ont également

été passés au peigne fin. Mardi 13 décembre, Son Excellence, Monsieur l'Ambassadeur Émile Ngoy KASONGO a reçu la visite d'une forte délégation des représentants des associations de la diaspora congolaise venue lui présenter leurs civilités. Ces associations jouent un grand rôle dans plusieurs secteurs Sociaux économique et culturel sur place en France et un bon nombre d'entres elles sont en liens



avec le Congo profond. Il a été convenu d'instituer cette rencontre dans le cadre de renforcement des liens entre l'Ambassade et la diaspora congolaise en France. À cette occasion les associations ont remis une invitation à l'Ambassadeur Emile Ngoy KASONGO, à l'occasion d'une soirée d'accueil organisée en son honneur. Le rendez-vous est donc pris, Le Parisien Émile NGOY sera reçu par les siens à Paris.



LA RUMBA CONGOLAISE A DEUX ANS SUR LA LISTE DU PATRIMOINE IMMATÉRIEL UNIVERSEL



C'est le souvenir d'un effort scientifique couronné par une reconnaissance mondiale. La Rumba Congolaise devenue Patrimoine Culturel Immatériel de l'Unesco a une longue histoire disputée entre plusieurs écoles culturelles. Pour les uns la Rumba Congolaise est singulière à côté de la musique congolaise générale.

Pour les autres, la Rumba congolaise est une histoire culturelle qui part de l'identité du peuple étant vécu dans le

royaume Kongo. Depuis plus de six siècles, cette musique noire a connu des mutations et multiples ramifications.

Pour le Ministère de la Culture, Arts et Patrimoines, la Ministre Kathungu Furaha Catherine est restée dans la logique imprimée par le Chef de l'Etat en disant à l'Union Afrique que nous devons construire, par la Culture, une Afrique que nous voulons meilleure.

Dans la feuille de route du gouvernement, le Premier

Ministre, quant à lui, invite la Ministre de la Culture, Arts et Patrimoines de veiller à la protection et la promotion culturelle.

Voilà pourquoi depuis le 14 Décembre 2021 un programme précis a été tracé et des actions suivies pour pérenniser la gloire de la Rumba congolaise au firmament de son Histoire.

LA MINISTRE KATHUNGU FURAHA A CRÉÉ LE CALENDRIER DE LA RUMBA AVEC ONZE MOIS DE CHAQUE ANNÉE AUX DATES FIXÉES FÊTER UNE IMPORTANTE MARQUE DE LA RUMBA



La Ministre Kathungu Furaha a créé le calendrier de la Rumba avec onze mois de chaque année aux dates fixées pour fêter une importante marque de la Rumba.

La Ministre a créé le Concept de L'INTEMPORALITE pour que chaque 30 mars soient placés au calendrier culturel congolais les œuvres et biens culturels indélébiles.

Il y a aussi un regard particulier sur les paroliers de la Rumba.

Dernièrement, la Rumba a vécu son moment particulier avec les 50 Nuances. C'est la Rumba Instrumentale qui donne la valeur aux défenseurs et héros dans l'ombre restant derrière les grands et célèbres chanteurs.

La Ministre Kathungu Furaha Catherine plaide aussi

pour l'écriture sur portée musicale des chansons de la Rumba et la création d'un conservatoire approprié.

Dans le secteur de l'Ethique Nationale, exigée par le Premier Ministre dans son programme du gouvernement, il est appelé à rendre potable les textes de la Rumba. Ainsi de Janvier à Décembre, chaque année la Rumba est célébrée dans les Onze Arts.

Le 24 janvier sera consacré à la Rumba dans la Culture Africaine et des Afro-descendants ;

Le 11 février : la journée de la « Rumba Mokili Mobimba » en mémoire de Grand Kallé Jeff ;

Le 30 mars : la journée de l'intemporalité ;

Le 24 avril : la Rumba un jour, Rumba toujours pour célébrer le mode, et le mode du style de vie des Congolais ;

Le mois de mai : consacré à la Rumba dans les onze Arts ;

Le 30 juin : le jour de la Rumba Cha-cha dans mon Ministère, avec pour thème : La Rumba comme outil de la diplomatie, de la cohésion et de la paix ;

Le 02 juillet : la Rumba Etude et Découverte à travers nos musées où sont conservés les sons les plus anciens de nos civilisations ;

En août, nous consacrerons quatre week-ends pour les mots codés, les textes des paroliers de notre musique car nos paroliers doivent aussi être à l'honneur ;

Le mois de septembre sera dédié aux nouveaux Rois de la Rumba moderne. C'est le mois de la Rumba au Conservatoire ;

Le mois d'octobre est consacré au Festival de la Rumba avec la Rumba Parade ;

Enfin, le mois de novembre sera celui de la rencontre des ambassadeurs de la Rumba Congolaise et ceux de la Rumba Cubaine.

La Rumba dans la mode, la Rumba dans l'architecture, la Rumba dans la sculpture, la Rumba dans la littérature, la Rumba dans la poésie, la Rumba au cinéma, la

Rumba dans les médias, les médias qui sont dans les 8emes Arts... sont d'une utilité pour pérenniser les activités mensuelles sur notre identité commune.



ENJEUX ET PERSPECTIVES



La rumba congolaise a été inscrite sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO le 14 décembre 2021. Cette reconnaissance est à la fois un privilège et une responsabilité.

Deux ans après, à part la 11^{ème} édition du Fespam et deux éditions de Rumba parade ainsi que quelques activités, aucune grande manifestation n'a été organisée pour que les artistes et les mélomanes puissent s'approprier de cet événement combien majeur. Pour continuer à bénéficier de ce label, on recommande aux pays bénéficiaires d'assurer la préservation et la promotion dudit patrimoine à travers une série d'activités et ce statut peut être dégradé ou retiré en cas de non observance des recommandations. Parmi lesdites recommandations, il y a la transmission des connaissances à travers

des écoles de musique, académies et conservatoires, clubs, etc.

Ce label permet à la rumba congolaise d'avoir plus de visibilité sur le plan international et lui offre également un cadre élargi de prestation.

Le constat est que la rumba est devenue déliquescence lors de son inscription car bon nombre d'orchestres qui ont fait sa grandeur ont presque disparu ; la plupart des salles de spectacles ont fermé ; le piratage bat son plein et les producteurs se sont désengagés ; les droits d'auteur sont insignifiants, etc. Pour tout dire que l'industrie musicale est presque inexistante.

Pour le suivi du processus, une évaluation à mi-parcours est faite chaque deux ans et une autre à la fin de quatre ans d'inscription. Les Etats

signataires de la convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'humanité doivent s'engager à assurer la préservation et la promotion de la rumba à travers diverses activités comme construction de salles de spectacles, studios d'enregistrements, création de festivals, subvention des opérateurs culturels, lutte contre le piratage, vente de produits dérivés.

Pour y arriver, les gouvernants doivent s'appliquer pour mettre en place une industrie musicale à l'instar de ce qui se passe en Occident et un peu partout en Afrique en réhabilitant toute la filière en commençant par l'amélioration des conditions de travail des artistes, la construction des infrastructures d'enregistrement et de duplication, la restructuration du circuit de production et de distribution, la protection de droits d'auteur. Une fois tout cela mis en place, cela va engendrer une économie à l'échelle génératrice des revenus tant pour les artistes et opérateurs culturels que pour l'Etat.

Herman Bangi Bayo

ADRIEN RODALL DAMBANA SUNGU À JAMAIS GRAVÉ DANS NOS MÉMOIRES

C'est le souvenir d'un effort scientifique couronné par une reconnaissance mondiale. La Rumba Congolaise devenue Patrimoine Culturel Immatériel de l'Unesco à une longue histoire disputée entre plusieurs écoles culturelles.

Pour les uns la Rumba Congolaise est singulière à côté de la Musique Congolaise générale.

Pour les autres la Rumba Congolaise est une histoire culturelle qui part de l'identité du peuple étant vécu dans le royaume Kongo. Depuis plus de six siècles, cette musique noire a connu des mutations et multiples ramifications.

Pour le Ministère de la Culture, Arts et Patrimoines, la Ministre Kathungu Furaha Catherine est restée dans la



logique imprimée par le Chef de l'Etat en disant à l'Union Afrique que nous devons construire, par la Culture, une Afrique que nous voulons meilleure.

Le Premier Ministre, quant à lui dans la feuille de route du gouvernement, invite la Ministre de la Culture, Arts et Patrimoines de veiller à la

protection et la promotion culturelle.

Voilà pourquoi depuis le 14 Décembre 2021 un programme précis a été tracé et des actions suivies pour pérenniser la gloire de la Rumba Congolaise au firmament de son Histoire.

DJENGA KISANGANI ESPÉRANT ALIAS DJENGA K (1952-1995)



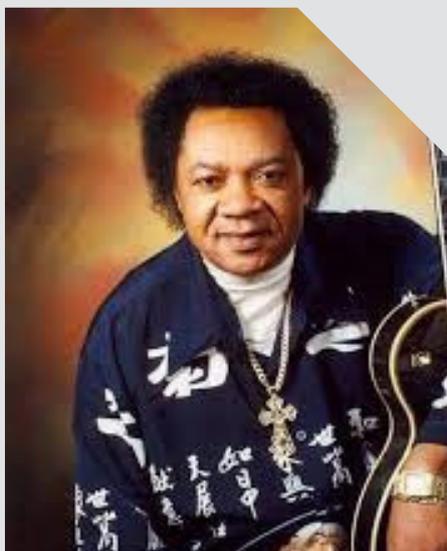
recherche des informations le plus juste possible pour constituer des biographies d'artistes. Si vous souhaitez contribuer à la rédaction de la biographie de l'artiste, envoyez vos informations ou, mieux vos textes résumant la carrière de cet artiste : sa musique, ses albums, ses chansons incontournables, ses concerts mythiques, ses participations à des festivals, les dates clés de sa vie... Pour cela utilisez cette adresse email : Larumbacongolaise1@yahoo.fr ou plkamusic@yahoo.fr La rédaction de L'équipe d'univers rumba congolaise vous remercie pour votre contribution. C'est grâce à vous que le site gagne en qualité et propose un meilleur service.

é en 1952 et originaire de la Province Orientale, Djenga Kisangani Espérant alias Djenga K est un chanteur, compositeur et parolier. Il évolua respectivement dans les formations musicales ci-après : – Maps de l'Athénée de la Gombe (1968), Tabu National de Lingwala (1969 – 1973), Tabu

Engombi (1973), Afrizam (1974 – 1975) avec Pépé Ndombe Opetum, Viva la Musica (1977 – 1981).

La Biographie de l'artiste est en cours de réalisation. L'équipe d'univers rumba congolaise est en permanence à la

PROGRAMME DES OBSÈQUES DE LOKASSA YA MBONGO



Judi: 14 décembre: dernière veillée à la salle Joanny sur avenue du Stade à Matonge.

Vendredi 15 décembre : recueillement à la morgue de l'hôpital

du cinquantenaire. Enterrement au cimetière Necropole entre Ciel et Terre. Bain de consolidation à la concession de papa londala à kinkole

CHANCEL MBEMBA DANS L'ÉQUIPE TYPE DE 11 JOUEURS AFRICAINS

Le capitaine des Léopards, Chancel

L'international congolais Chancel Mbemba Mangulu, ne cesse de faire parler de lui avec ses distinctions individuelles. Après le prix Marc-Vivien Foé récompensant le meilleur joueur africain évoluant dans le championnat français, le capitaine des Léopards de la RDC passe en ce jour comme le meilleur défenseur central du continent. Il a été nommé dans l'équipe type de 11 meilleurs joueurs africains de l'année, lundi, au cours d'une importante cérémonie des Caf Awards, organisée au Palais des Congrès Movenpick de Marrakech, au Maroc.

Même si le Marocain Yassine Bounou a été sacré meilleur gardien de l'année, c'est le Camerounais André Onana qui a été préféré dans le 11 type africain. En défense, on a retrouvé le Marocain Achraf Hakimi, le Sénégalais Kalidou Koulibaly et le Congolais Chancel Mbemba, le capitaine des Léopards de la RDC.

Le milieu de terrain a été composé du Ghanéen Thomas Partey, du



Camerounais André-Franck Zambo Anguissa, d'un autre Ghanéen Mohammed Kudus et du Marocain Sofyan Amrabat.

Quant à l'attaque, les lignes avant sont tout aussi riches en talent avec le Nigérian Victor Osimhen, lui qui a gagné le ballon d'or, l'Égyptien Mohamed Salah et le Sénégalais Sadio Mané.

Pour ce qui concerne Chancel Mbemba, au cours de la saison passée, il a marqué 5 buts en 38 matches, et a aidé son équipe, Olympique de Marseille de finir en 3^e position du championnat d'élite française. C'est la première fois qu'il se retrouve

dans l'équipe type de la CAF.

Quant à Fiston Mayele Kalala, un autre Congolais nommé parmi les trois meilleurs joueurs interclubs de l'année, il a été détrôné par le Sud-africain Percy Tau, qui a gagné ce titre.

Ci-après, les nominés des CAF Awards 2023

-Joueur de l'année (hommes) : Victor Osimhen (Nigeria, Napoli)

-Joueuse de l'année (femmes) : Asisat Oshoala (Nigeria, Barcelone)

-Joueur interclubs de l'année (hommes) : Percy Tau (Afrique du Sud, Al Ahly)

-Joueuse interclubs de l'année (femmes) : Fatima Tagnaout (Maroc, AS FAR)	-1993: Rashidi Yekini (Nigeria),	-2009: Didier Drogba (Côte d'Ivoire),
-Entraîneur de l'année (hommes) : Walid Regragui (Maroc)	-1994: Emmanuel Amunike (Nigeria),	-2010: Samuel Eto'o (Cameroun),
-Entraîneur de l'année (femmes) : Desiree Ellis (Afrique du Sud)	-1995: George Weah (Libéria),	-2011: Yaya Toure (Côte d'Ivoire),
-Gardien de but de l'année (hommes) : Yassine Bounou (Maroc, Al Hilal)	-1996: Nwankwo Kanu (Nigeria),	-2012: Yaya Touré (Côte d'Ivoire),
-Gardiennne de but de l'année (femmes) : Chiamaka Nnadozie (Nigeria, Paris FC)	-1997: Victor Ikpeba (Nigeria),	-2013: Yaya Touré (Côte d'Ivoire),
-Jeune joueur de l'année (hommes) : Lamine Camara (Sénégal, Metz)	-1998: Mustapha Hadji (Maroc),	-2014: Yaya Touré (Côte d'Ivoire),
-Jeune joueuse de l'année (femmes) : Nesryne El Chad (Maroc, Lille)	-1999: Nwankwo Kanu (Nigeria),	-2015: Pierre-Emerick Aubameyang (Gabon),
-Équipe nationale de l'année (hommes) : Maroc	-2000: Patrick Mboma (Cameroun),	-2016: Riyad Mahrez (Algérie),
-Équipe nationale de l'année (femmes) : Nigeria	-2001: El-Hadji Diouf (Sénégal),	-2017: Mohamed Salah (Égypte),
-Club de l'année (hommes) : Al Ahly (Égypte)	-2002: El Hadji Diouf (Sénégal),	-2018: Mohamed Salah (Égypte),
-Club de l'année (femmes) : Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud).	-2003: Samuel Eto'o (Cameroun),	-2019: Sadio Mane (Sénégal),
Palmarès Joueur masculin de l'année	-2004: Samuel Eto'o (Cameroun),	-2020: Non attribué en raison de COVID-19,
-1992: Abedi Ayew Pele (Ghana),	-2005: Samuel Eto'o (Cameroun),	-2021: Non attribué en raison de COVID-19,
	-2006 : Didier Drogba (Côte d'Ivoire),	-2022: Sadio Mane (Sénégal),
	-2007: Frédéric Kanouté (Mali),	-2023: Victor Osimhen (Nigeria).
	-2008: Emmanuel Adebayor (Togo),	EG

EPFKIN, ALAIN TSHEPUK: «LE CHAMPIONNAT SE JOUERA EN 36 JOURNÉES, MALGRÉ SON DÉMARRAGE TARDIF»



La 107ème édition du championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfskin), en République Démocratique du Congo, se jouera en 36 journées en aller-retour, malgré son démarrage tardif, a déclaré le président de cette instance sportive, Alain Tshepuk Imbala, lundi, après le coup d'envoi au terrain de l'Université de Kinshasa.

«C'est avec deux mois de retard que nous démarrons en ce jour, l'édition 2023-2024 de notre championnat, à cause des difficultés liées au manque de terrains. Malgré cela, le championnat se jouera en 36 journées. D'après le calendrier, au 31 mai 2024, nous serons aux 28 journées. Il nous faudra rattraper les

autres 8 journées. Sur ce, nous souhaitons insérer au moins 1 match dans la semaine afin de pallier à ce retard, et permettre à ce que le calendrier soit respecté. En outre, nous menons des démarches pour renouer avec le terrain du centre Ujana qui a repris service. Avec trois terrains à notre disposition, nous pensons que le pari sera gagné », a-t-il précisé.

En outre, Alain Tshepuk a exprimé sa grande satisfaction pour le démarrage de ce championnat, malgré le retard accumulé suite à l'indisponibilité des terrains. Pour lui, c'est une victoire à mettre dans l'actif du comité exécutif accompagné par la Ligue de football de Kinshasa (Lifkin), du collectif

des dirigeants des clubs sociétaires et du mouvement sportif kinois en général. « Grâce à leurs multiples pressions, le ministère des Sports et Loisirs a résolu de mettre à la disposition de l'Entente le stade Tata Raphaël. Le comité a négocié pour sa part, le terrain du complexe sportif de l'université de Kinshasa. Donc, c'est un grand soulagement pour nous que le football Kinois retrouve le terrain », a dit le président du comité exécutif de l'Epfskin, Alain Tshepuk.

Par ailleurs, Alain Tshepuk a invité les équipes à se ranger en ordre de bataille car si les démarches en cours avec les sponsors aboutissaient, une cagnotte de 10.000\$ serait partagée entre les vainqueurs. Il a exhorté les joueurs à la discipline et les arbitres à une meilleure prestation, afin que le football kinois puisse d'avantage rayonner sur le pays.

«Bon championnat à tous et que le meilleur gagne», a-t-il conclu ses propos.

EG

***Si pas maintenant
quand?***



Choix eza te

54

kaka

Patrick Eaba

**Digne et valable représentant
de Bandalugwa**